

**Les États entre Russie et Europe (Moldavie, Biélorussie, Ukraine),
entre-deux ou États satellites ?**

39^e café de géographie de Mulhouse
Café L'Avenue
Jeudi 18 décembre 2008

Yann Richard Université de Paris 1

La Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine sont trois pays peu connus par le grand public, même si l'on parle de plus en plus de l'Ukraine à chaque fois qu'intervient une crise gazière. L'Ukraine est le plus grand pays d'Europe, après la Russie, avec un peu plus de 600 000 km² et sa population s'élève à environ 47 millions d'habitants. La Biélorussie est plus petite avec une surface de 207 000 km² environ, pour un peu moins de 10 millions d'habitants. La Moldavie couvre quant à elle 34 000 km², c'est-à-dire un peu plus que la Belgique, et ne possède qu'environ 4 millions d'habitants.

Avec les élargissements de 2004 et 2007, ces trois anciennes républiques soviétiques sont devenues des voisines directes de l'Union européenne, au même titre que la Russie. Cette proximité directe avec la CEI, le long d'une frontière commune de 5 000 km en tout, est devenue un sujet majeur de préoccupation au sein de l'Union pour des raisons essentiellement politiques. La Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine sont depuis longtemps situées dans l'aire d'influence directe de la Russie. Mais elles n'échappent pas au puissant tropisme économique et politique de l'Union européenne. Comment faire pour conserver de bonnes relations avec la Russie tout en partageant avec elle le même voisinage, sur lequel cette dernière souhaite rétablir une sorte d'hégémonie régionale ?

L'éclatement de l'Union soviétique et la disparition du Conseil d'Assistance économique mutuelle et du Pacte de Varsovie s'étaient traduits dans les années 1990 par un affaiblissement de la Russie qui n'était plus en mesure de peser sur les affaires européennes. Depuis 2000, elle fait un retour en force en Europe et dans l'aire géographique qui correspond à la CEI. Plus riche et plus sûre d'elle-même, elle ne ménage pas ses efforts pour reconstituer une influence sérieusement ébranlée. Dans ce contexte, quelle est la position de la Biélorussie, de la Moldavie et de l'Ukraine ? Peut-on considérer que leur ancien statut d'États satellite est un souvenir ou qu'il est voie de reconstitution ? Au contraire, ces trois pays sont-ils en train de s'arrimer à l'Union européenne ?

Géographiquement, les trois pays constituent bien un « entre-deux » placé entre deux grands acteurs très différents par nature mais puissants. Peut-on pour autant considérer qu'ils forment encore un ensemble cohérent susceptible d'être vu comme un bloc ? Comment perçoivent-ils le retour de la Russie et la montée en puissance de l'Union européenne ? Suivent-ils le même itinéraire que les pays de l'Europe centrale qui se sont rapidement tournés vers l'Ouest pour finir par entrer dans l'Union ? Quels sont les nouveaux liens politiques et économiques qui les rapprochent de l'Union et les liens traditionnels qui continuent de les attacher à la Russie ?

Pour répondre à ces questions, on commencera par montrer que la situation politique actuelle de l'Europe orientale, longtemps balayée par une alternance de jeux d'influences antagonistes, est inédite avec une Russie qui est peut-être en passe de perdre les derniers morceaux de son empire. Dans un deuxième temps, on fera un diagnostic des relations politiques et économiques de plus en plus fortes qui existent entre ces trois pays et l'Union européenne.

Dans un troisième temps, on montrera que le poids de la Russie, bien que déclinant par rapport à la période soviétique, reste grand et qu'il ne repose pas uniquement sur la menace. La Russie use de son *soft power* (Tsygankov, 2006) et d'instruments diplomatiques classiques, en dehors de l'énergie, pour tenter de rompre ce qu'elle perçoit comme un risque d'isolement géopolitique. Son objectif est de retrouver en Europe et dans son enveloppe régionale une position plus conforme à ses intérêts et surtout à l'image qu'elle a d'elle-même.

I. L'Europe orientale dans une situation géopolitique nouvelle

L'Europe orientale a été depuis le 13^e siècle siècles une zone de balancement d'influences : pour simplifier, l'influence lituanienne et polono-lituanienne d'abord, l'influence russe puis soviétique ensuite. Cette partie de l'Europe est située aux confins de prétentions territoriales antagonistes. Sa situation politique actuelle est inédite pour deux raisons : le territoire de la Russie n'a pas été repoussé aussi loin vers l'est depuis très longtemps ; l'Union européenne a fait son apparition récemment comme acteur du jeu politique européen, comme l'a montré son implication dans le règlement de la crise consécutive à la Révolution orange et à la guerre russo-géorgienne. Cette situation est une vraie rupture historique.

L'histoire de l'Europe orientale est marquée depuis le 17^e siècle par une longue suite de progrès territoriaux réalisés par la Russie pour repousser ses grands voisins occidentaux et s'ouvrir de larges accès au reste du continent européen.

Le premier de ces voisins fut le grand-duché de Lituanie qui fit son apparition au 13^e siècle non loin de l'actuelle région de Vilnius. Par accréation territoriale, il devint progressivement un Etat vaste et puissant qui atteignit son apogée au 15^e et 16^e siècle. Son développement fut presque contemporain de celui de la Pologne. Une union personnelle fut instaurée entre les deux Etats au 14^e siècle, remplacée ensuite par une véritable union connue sous le nom de République polono-lituanienne à la fin du 16^e siècle (1659). Elle atteignit son apogée dans la première moitié du 17^e siècle et s'affaiblit rapidement ensuite avant d'être partagée à la fin du 18^e siècle par ses voisins. Déjà la Russie lui avait pris des territoires dans les années 1660, correspondant à l'actuelle Ukraine orientale sur la rive gauche du Dniepr. Elle participa ensuite aux partages de 1772, 1793 et 1795 qui firent disparaître la République de la carte de l'Europe. Entre temps, début 18^e siècle, Pierre 1^{er} s'était emparé des pays baltes actuels.

Les Russes firent aussi reculer les Ottomans au sud ouest. L'objectif était de se ménager une ouverture sur la mer Noire puis sur la Méditerranée. Alors que l'empire ottoman avait atteint son extension maximum aux environs de 1500, il recula lentement ensuite à partir du 18^e siècle, notamment face à la Russie qui annexa tout le littoral nord de la mer Noire à la fin du 18^e siècle.

On peut considérer que la période soviétique, apogée de la puissance russe, est dans la continuité de ces évolutions. Après un relatif déclin pendant l'entre deux guerres, l'Union soviétique annexa de nombreux territoires à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (Ukraine occidentale, Moldavie actuelle, Biélorussie occidentale, pays Baltes), poursuivant ainsi une extension à l'ouest déjà très avancée pendant la période impériale. Parallèlement, la plupart des pays de l'Europe centrale passèrent sous l'influence directe de l'URSS. La période de la guerre froide est donc celle de l'apogée de la Russie impériale eu égard à son extension territoriale et à son influence politique en Europe. Durant cette période, l'Ukraine, la

Moldavie et la Biélorussie n'étaient que théoriquement souveraines et n'étaient que des morceaux d'un vaste ensemble soviétique, très intégré et totalement dominé par la Russie.

La situation actuelle est inédite dans l'histoire de l'Europe orientale. La disparition de l'URSS ouvre une nouvelle ère dans cette géographie historique de l'Europe orientale car le territoire actuel de la Russie est sensiblement plus petit que celui de l'URSS. C'est une situation radicalement nouvelle qui ramène la Russie, du côté européen, à un territoire équivalent à celui de la première moitié du 16^e siècle. L'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie ont retrouvé leur souveraineté politique. Outre cela, de nombreux anciens satellites de l'URSS ont adhéré à l'OTAN et à l'Union européenne, traduisant un net déclin de la Russie.

II. La montée ambiguë du tropisme européen

Avec les élargissements de 2004 et 2007, la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine sont devenues des voisins de l'Union européenne. Cette proximité géographique nouvelle, combinée à l'adhésion à l'UE de pays comme la Pologne et les pays Baltes, renforce automatiquement l'intérêt de l'Union pour l'Europe orientale... La Pologne et la Lituanie sont en pointe dans la définition de nouvelles priorités de l'Union en matière de relations extérieures. La première est à l'origine du projet de partenariat oriental proposé par la Commission européenne le 3 décembre 2008.¹ Pour l'Union, ce voisinage oriental a une importance particulière : c'est là que passent les exportations russes de matières premières énergétiques ; par là transitent de nombreux migrants qui tentent d'entrer dans l'espace Schengen ; ce sont des pays qui ont des relations très fortes avec plusieurs membres de l'Union (l'Ukraine et la Biélorussie avec la Pologne, la Moldavie avec la Roumanie par exemple) ; ce sont des pays instables ou potentiellement instables ; ce sont en même temps des voisins de la Russie qui souhaite y conserver des positions fortes et qui demeure un partenaire important de l'Union européenne. Comment évoluent les trois pays dans ce contexte compliqué ?

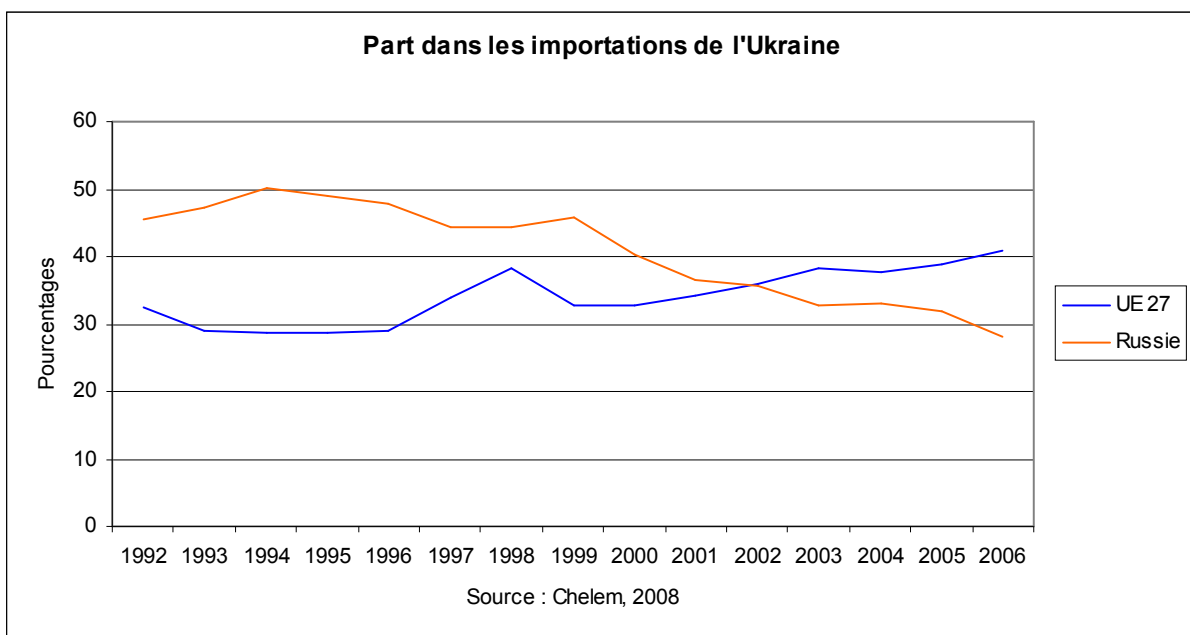
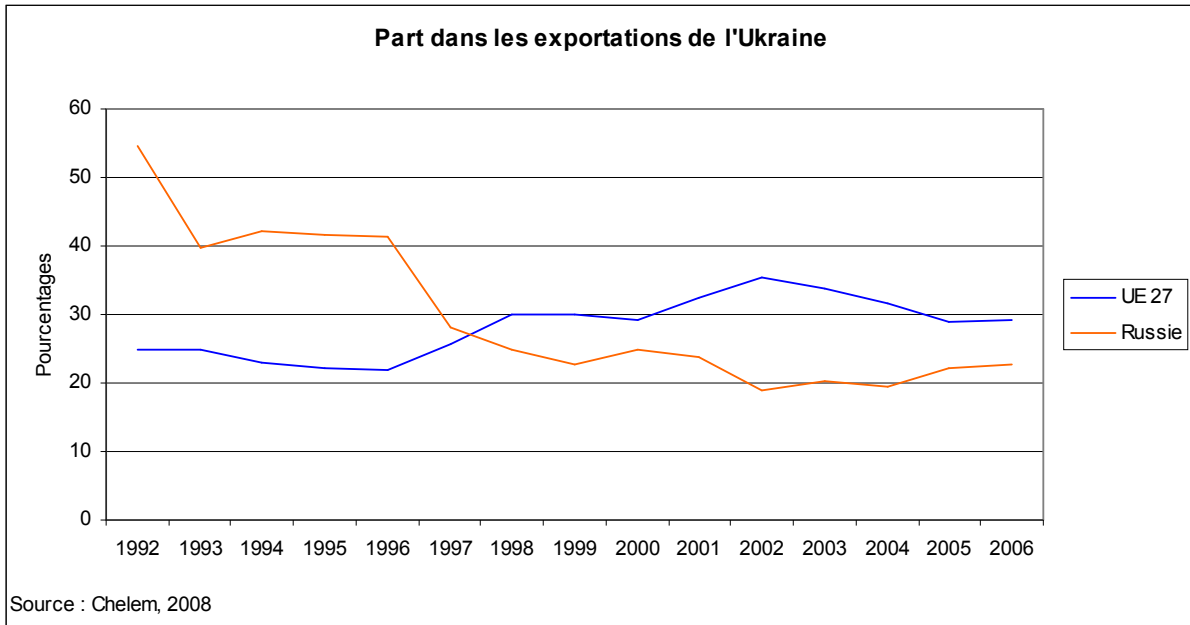
L'attraction économique et commerciale de l'Union européenne

L'Union européenne est devenue un grand partenaire économique et commercial des trois pays mais à des degrés divers. Inversement, même si ces pays demeurent des partenaires très secondaires pour l'UE, leur part dans son commerce extérieur total augmente régulièrement depuis la deuxième moitié des années 1990.

Elle a dépassé la Russie dans les exportations et les importations de l'Ukraine. C'est dû en partie à la taille considérable de l'économie de l'Union européenne dont l'attraction repose l'immensité de son marché de 500 millions de consommateurs, alors que la Russie possède à ce jour moins de 145 millions d'habitants. Mais la taille n'explique pas tout et on assiste bien à une réorientation du commerce extérieur de l'Ukraine depuis les années 1990 comme le montrent les deux graphiques ci-dessous (**graphiques 1 et 2**). Il est probable que l'importance de l'Union comme partenaire commercial croîtra encore avec l'entrée en vigueur d'un régime de libre-échange dans quelques années. L'évolution est identique pour la Moldavie (sans la Transnistrie) qui a fait en 2007 plus de la moitié de son commerce extérieur en valeur avec l'Union européenne (exportations de produits textiles et agroalimentaires, importations de biens d'équipement, de produits agroalimentaires et d'autres biens de consommation).

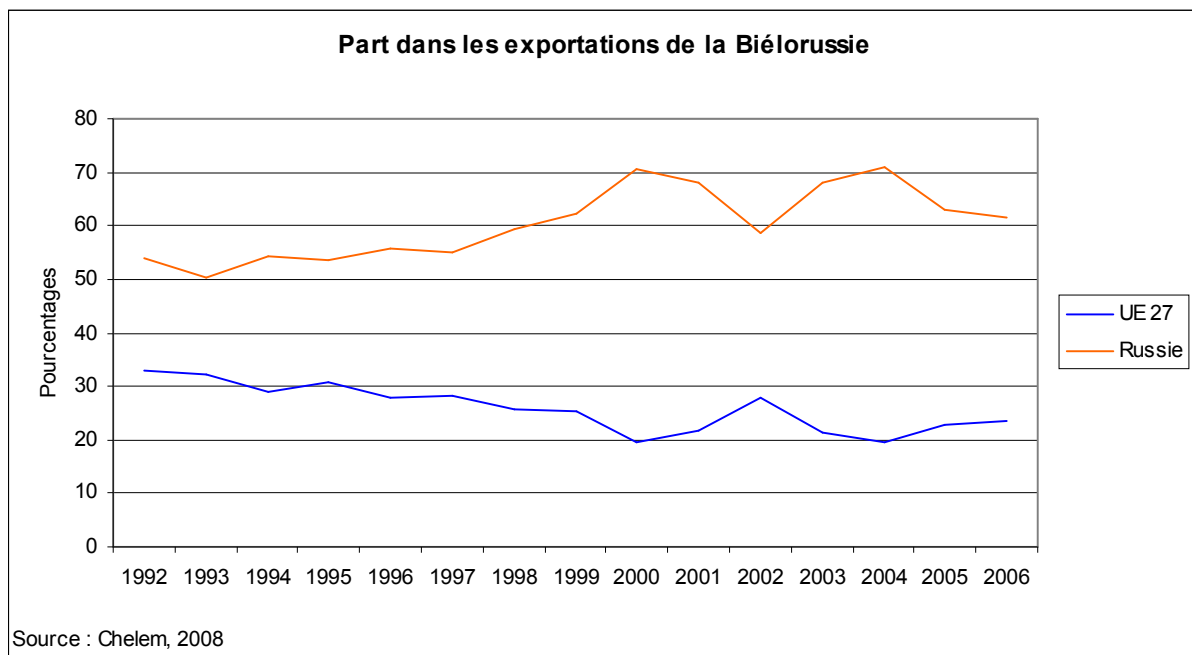
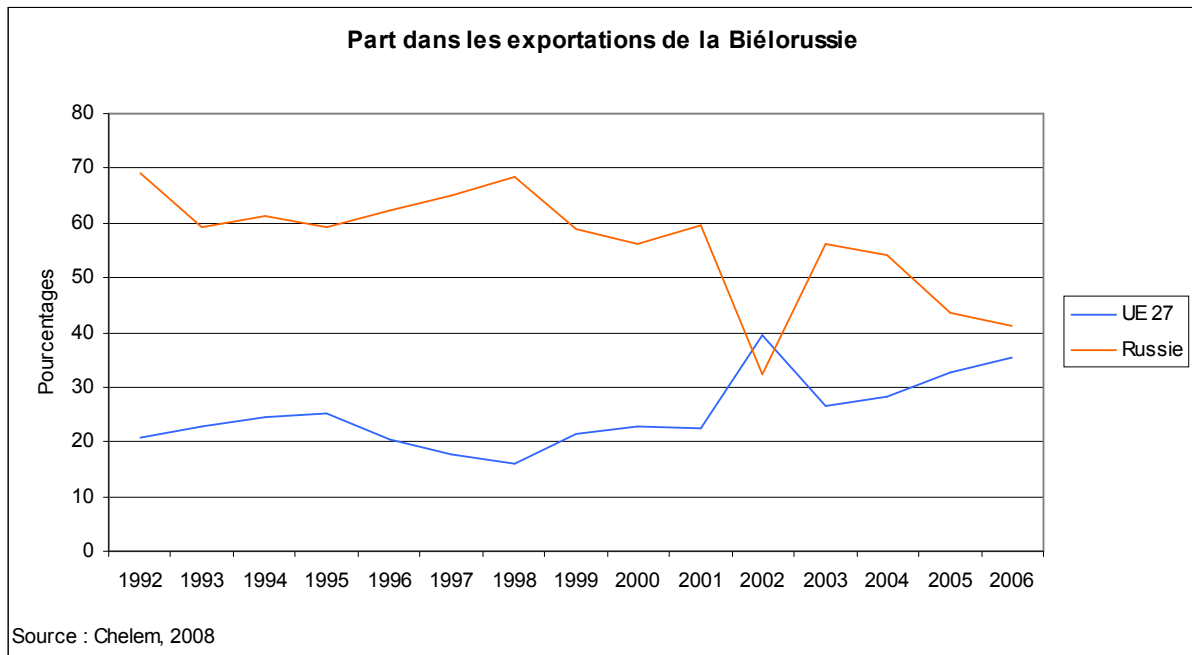
¹ Communication de la Commission : « Le partenariat oriental – Nouveau chapitre ambitieux des relations entre l'Union européenne et ses voisins orientaux », Bruxelles, 3 décembre 2008

Dans les deux cas, l'intensité des liens commerciaux avec les anciens pays de l'est, hérités de plusieurs décennies de coopération dans le Conseil d'Assistance économique mutuelle (ou Comecon), joue aussi un rôle dans le poids de l'Union européenne comme partenaire commercial de l'Ukraine et de la Moldavie. Son élargissement en 2004 et 2007 à dix anciennes démocraties populaire ne pouvait que confirmer l'orientation à l'ouest d'une grande part des échanges internationaux de ces deux anciennes républiques soviétiques. Enfin, l'embargo récent de la Russie sur de nombreux produits agricoles moldave a ponctuellement renforcé cette tendance.



Le cas de la Biélorussie est un peu différent (**graphiques 3 et 4**). Elle reste très liée à la Russie qui demeure son premier partenaire commercial, même si son poids dans les

exportations de la Biélorussie tend à décroître depuis la fin des années 1990. L'instauration progressive d'un régime d'union douanière avec la Russie et le Kazakhstan ne peut que confirmer le solide arrimage de la Biélorussie à l'économie de son voisin oriental.



A moyen terme, la Russie restera un partenaire commercial de premier plan des trois pays car elle est le débouché obligé de nombreux produits qui ne sont pas compétitifs sur le marché commun européen. Par ailleurs, les trois pays dépendent très largement de la Russie pour leur approvisionnement en matières premières énergétiques et rien n'indique que cela changera prochainement. Enfin, autre héritage de la période soviétique, ils partagent toujours certaines filières productives transnationales avec la Russie ce qui les contraint à échanger des biens et des services dans certains secteurs (armement, biens d'équipement, etc.).

Le tropisme de l'Union européenne est perceptible également dans les flux d'investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, il faut utiliser les statistiques des investissements internationaux avec de grandes précautions car il est souvent difficile de domicilier les intervenants. Dans beaucoup de pays, des investissements considérés comme étrangers sont en réalité le fait d'agent économiques nationaux depuis une société située à l'étranger. En ce qui concerne les IDE, l'UE domine mais il faut nuancer car il s'agit souvent d'IDE russes. La Moldavie et l'Ukraine accueillent des investisseurs étrangers attirés par la proximité du marché commun européen ou par le faible coût de la main-d'œuvre (il peut s'agir de délocalisations européenne) et des groupes attirés par le marché local de consommation.

En décembre 2006, la Russie était à l'origine de 18,8% du stock d'IDE cumulés en Moldavie ; ensemble, l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Roumanie et le Royaume-Uni étaient à l'origine de presque 40 %. Cela contribue à l'augmentation des échanges commerciaux avec l'Union européenne (croissance des échanges intrafirmes).² A milieu de l'année 2008, la Russie ne possédait que 5% du stock des IDE cumulés en Ukraine alors que les firmes des pays membres de l'UE 27 en possédaient entre 65 et 70%.³ Précisons que la plupart des IDE provenant de Chypre (20% du stock) sont en fait réalisés par des sociétés *off shore* créées par des investisseurs Ukrainiens et Russes. La part de l'Union européenne est donc inférieure à ce que laissent entendre les chiffres officiels, mais elle est tout de même importante (vraisemblablement la moitié du stock), traduisant un processus d'arrimage économique de l'Ukraine au marché commun européen.

Approfondissement de la relation politique

Sur le plan politique, la relation entre l'Union européenne et ses trois voisins orientaux prend des formes variées. Elle repose sur un socle politique et juridique commun (Politique de voisinage et ses instruments financiers, Accords de partenariat et de coopération, Plans d'action et éventuellement quelques initiatives régionales, notamment autour de la mer Noire), mais elle n'a pas atteint la même intensité dans les trois cas, loin s'en faut. Pour résumer, on peut dire que l'Ukraine fait tout pour intensifier ses liens politiques avec l'Union ; la Moldavie est dans une posture plus hésitante bien qu'elle ait à plusieurs reprises manifesté son désir d'adhérer ; la Biélorussie rejette encore officiellement toute idée d'adhésion : ses relations politiques avec l'UE sont nulles voire orageuses selon les périodes. L'entre deux ne forme donc pas un bloc homogène dans sa relation avec l'Union européenne.

Dans le cas de l'Ukraine, on peut parler d'un tropisme politique européen extrêmement fort dès les années 1990. Il n'a fait que se renforcer dans les années 2000 et surtout en 2005 après l'arrivée au pouvoir du président Iouchtchenko. L'Ukraine intéresse l'UE car elle est historiquement très liée avec certains de ses membres (Pologne et Lituanie par exemple) et parce qu'elle représente un corridor énergétique et migratoire de première importance. Les gouvernements ukrainiens suivent une double démarche. D'un côté, ils multiplient depuis plusieurs années les signes de bonne volonté et accumulent les initiatives pour attirer l'attention de l'Union européenne, tout en exprimant avec constance leur ambition d'adhérer.⁴

² Lire sur ce point la publication annuelle de la Banque Nationale de Moldavie, *Balance of Payments of Moldova 2006*.

³ Estimations réalisées par le Ministère des Finances et de l'Industrie, Ambassade de France à Kiev.

⁴ Un communiqué de l'ambassade d'Ukraine à Moscou daté du 11 mars 2008 déclarait que « l'Ukraine n'a pas d'autre option que d'intégrer à terme l'Union européenne, qui doit lui reconnaître cette perspective afin de permettre aux dirigeants ukrainiens de s'entendre sur des réformes à long terme ». En 2008 également, la première ministre ukrainienne, Mme Timochenko, s'est déclaré convaincue que l'Ukraine entrerait au sein de l'Union européenne, objectif stratégique de Kiev depuis la révolution orange de 2004.

De l'autre, ils engagent leur pays dans des négociations pour instaurer une coopération politique consistante avec l'Union. On peut faire l'hypothèse que ces deux démarches combinées doivent à terme créer une sorte de situation de fait accompli qui inciterait l'Union à envisager plus facilement une éventuelle adhésion.

Un accord d'association renforcé est en cours de négociation avec l'Union (depuis mars 2007) et devrait déboucher dans un premier temps sur l'instauration d'un régime de libre-échange (en négociation depuis février 2008). Les négociations sont très avancées sur certains chapitres et l'accord final contiendra des clauses beaucoup plus contraignantes que l'actuel accord de partenariat et de coopération. Par ailleurs, l'Ukraine est déjà liée à l'UE par le biais d'un « Plan d'action révisé » plus complet et plus dense que les plans d'action signés par l'Union avec d'autres pays voisins.⁵ Outre cela, il existe déjà des facilités consulaires pour la délivrance de visas à certaines catégories de la population ukrainienne qui souhaitent entrer dans l'espace Schengen. En échange, l'Ukraine a signé avec l'Union accord de réadmission. L'objectif final de Kiev serait une abolition totale des visas pour ses citoyens.

L'Ukraine souhaite devenir un pivot stratégique en Europe orientale et se muer en un pont énergétique européen au débouché du corridor « Caspienne – Mer noire » qui permettrait de contourner la Russie pour importer du gaz et du pétrole. Pour se faire, elle a été l'initiatrice de l'association du GUAM (endormie puis réactivée par le président ukrainien dès 2005) et elle participe à certaines initiatives régionales souhaitées et soutenues par l'Union européenne (Synergie mer Noire et Initiative de Bakou). Celle-ci a d'ailleurs pris quelques initiatives qui vont prochainement renforcer l'intégration de l'Ukraine (et de la Moldavie) dans le cadre européen communautaire : elle compte par exemple donner son « feu vert » à l'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à la « Communauté énergétique » en 2009.⁶ Enfin, l'Ukraine a donné son accord au lancement d'une mission communautaire de surveillance de la frontière de la Transnistrie sur son territoire afin de surveiller le trafic transfrontalier dans cette région ; elle exerce même une pression économique sur la Transnistrie depuis 2006 (nouveau régime douanier).

L'Ukraine parie sur l'intensification des relations politiques pour amener l'Union à penser que l'adhésion pleine et entière deviendrait un acte naturel. Cela correspond en partie à l'esprit de la démarche de l'Union européenne qui ne parle pas à court terme d'une adhésion de l'Ukraine mais qui souhaite aider au maximum les pays voisins qui souhaitent aller plus vite que les autres dans leurs réformes (principe de « différenciation » défini par la Commission dans différents documents). Pour l'heure, le plus grand ennemi de l'Ukraine dans sa marche à l'Union est l'Ukraine elle-même. Son instabilité politique intérieure chronique noircit son image auprès de ses partenaires, brouille la lisibilité de sa stratégie et l'empêche d'avancer plus vite dans certaines réformes pourtant nécessaires. Par ailleurs, ses relations houleuses avec la Russie menacent régulièrement l'approvisionnement énergétique de l'Union, comme le montre la crise gazière de janvier 2009. Sur ce dernier point, on peut formuler une hypothèse qui mérite d'être vérifiée : Kiev n'a-t-il pas intérêt à créer des crises régulières avec la Russie pour forcer l'UE à accélérer son rapprochement avec l'Ukraine et surtout pour financer la construction d'infrastructures qui permettront à l'Ukraine d'importer ses ressources énergétiques depuis la Caspienne ou le Moyen Orient sans les faire transiter par

⁵ « Revised EU-Ukraine Action Plan on Freedom, Security and Justice Challenges and strategic aims », le 18 juin 2007. Le Plan d'action avait été initialement adopté le 21 février 2005.

⁶ Un mémorandum d'accord sur l'énergie a déjà signé en 2005. Toutefois, les conditions du transit du gaz russe sur le territoire ukrainien ne sont toujours pas claires, ce qui est une entorse au principe de transparence mis en avant par la Commission européenne. Des progrès restent à faire par la partie ukrainienne.

le territoire russe. L'Ukraine y gagnerait sur les deux tableaux : elle se libérerait de la dépendance vis-à-vis de la Russie et s'accrocherait un peu plus au train de l'Union.

La Biélorussie est un problème pour l'Union européenne qui multiplie les sanctions contre ce régime autoritaire où les droits de l'homme ne sont pas respectés depuis 1996. Elle est un corridor énergétique important par où transitent 20 % des importations de gaz venues de Russie. La Biélorussie pourrait bénéficier de la totalité de la politique de voisinage, à condition qu'elle engage des réformes politiques allant dans le sens de la démocratisation. Or le président biélorusse rejette tout préalable à l'ouverture de discussions avec l'Union. Seules quelques formes de coopération assorties d'aides financières fonctionnent (instrument européen de voisinage et de partenariat, lutte contre les effets de l'accident de Tchernobyl, coopération transfrontalière). Pour l'heure, bien qu'une délégation de l'Union ait été ouverte récemment à Minsk, les relations politiques sont quasiment au point mort et les négociations pour la mise en œuvre d'un accord de partenariat et de coopération sont gelées depuis plus de 10 ans.⁷ Le président biélorusse fait parfois mine de regarder avec intérêt vers l'UE. Mais ce n'est qu'une stratégie destinée à retenir l'attention de la Russie avec laquelle il existe des désaccords (voir *infra*). La présidence tchèque de l'Union (janvier à juillet 2009) souhaite faire des gestes de bonne volonté : le président biélorusse pourrait être invité à un sommet de l'Union européenne ; l'Union pourrait lever rapidement certaines sanctions contre les officiels biélorusses (interdiction de visa). Mais cette main tendue ne pèsera pas lourd face à l'influence considérable de la Russie. On voit là une des limites de l'influence européenne : le tropisme politique de l'UE reste faible dans ce pays qui, contrairement à l'Ukraine, n'a aucune perspective d'adhésion.

La Moldavie est dans une position politique délicate. Elle fait face depuis 1992 à la sécession d'une partie de son territoire (république autoproclamée de Transnistrie). L'Union européenne est impliquée dans les négociations pour mettre fin à cette situation (négociations format 5 + 2) mais sans effet à ce jour. De plus, les relations avec la Roumanie (membre de l'UE depuis 2007) sont mauvaises depuis plusieurs années. La Moldavie est un pays extrêmement pauvre qui a plusieurs fois fait connaître son ambition européenne. Les relations avec l'Union européenne sont moins intenses que celles de l'Ukraine, mais elles progressent. En entrant dans le CEFTA (ou ALECE : accord de libre-échange centre européen) avec les pays des Balkans occidentaux, la Moldavie s'est indirectement liée à l'Union européenne. Outre cela, ce pays est fortement aidé par l'UE (aide au développement très élevée rapportée au nombre des habitants et abondantes remises d'épargnes des travailleurs expatriés dont beaucoup travaillent en Russie et dans l'UE). L'entrée en vigueur d'un accord sur la simplification du régime des visas le 1^{er} janvier 2008 renforcera les relations avec l'Union (réduction du nombre de documents réclamés, du temps d'attente et du prix du visa ; visa gratuit pour de nombreuses catégories de citoyens).

Malgré de réelles avancées, l'attraction et l'influence politique de l'Union européenne manquent de visibilité. Fortes en Ukraine, elles demeurent néanmoins gênées par un désaccord de fond : Kiev veut voir dans la politique de voisinage et dans le futur accord d'association renforcé une sorte de marche vers l'adhésion ; inversement, Bruxelles prêche pour un rapprochement mais pas pour une adhésion. Par ailleurs, l'Union ne souhaite pas aller trop vite en besogne afin de ne pas heurter la Russie, très sourcilleuse dès qu'il s'agit de son voisinage immédiat, et veut auparavant mener à son terme l'adhésion d'autres pays déjà

⁷ Lire sur ce sujet les documents rédigés par la Commission européenne : « Instrument européens de voisinage et de partenariat. Belarus. Document de stratégie par pays 2007-2013 et programme indicatif national 2007-2010 » et le Non papier « What the European Union could bring to Belarus ».

candidats officiels (Croatie, Turquie et Macédoine). Enfin, elle a pour priorité de faire face aux conséquences institutionnelles et financières déjà lourdes des deux derniers élargissements. Dans les deux autres pays de « l'entre deux », l'influence de l'Union européenne est plus faible, en partie parce qu'ils ont encore moins de perspective d'adhésion et parce que l'UE n'apparaît pas encore comme une entité suffisamment constituée et crédible sur un plan politique et militaire pour être une réelle alternative à la Russie. Par ailleurs, l'Union met à tout rapprochement avec la Biélorussie des préalables qui menaceraient la nature profonde du régime biélorusse. Et la Moldavie a d'autres priorités à court et moyen terme (développement économique et crise transnistrienne). Enfin, les divisions internes de l'Union ne facilitent pas la mise en œuvre d'une politique étrangère claire.

III. Le retour de la Russie en Europe orientale. De l'entre deux oublié à l'entre deux disputé ?

Face à l'Union européenne, on a assisté depuis le début des années 2000 à un retour d'abord progressif puis spectaculaire de la Russie. Toutefois, là encore, il serait erroné d'envisager l'entre deux comme une entité unique. Les trois pays concernés ne conçoivent pas leurs relations avec la Russie de la même façon et ne sont pas liés à elle au même degré.

La réaffirmation d'une ambition régionale

La Russie est de plus en plus présente en Europe orientale : présence économique encore forte, capacité de nuisance évidente (chantage énergétique ou présence militaire), relations régulièrement agitées avec quelques-uns de ses voisins... Sa politique étrangère est en partie motivée par une peur de l'encerclement et de l'isolement. Elle souhaite aujourd'hui retrouver une place conforme à l'image qu'elle a d'elle-même en l'Europe (Gomart, 2007 ; Tinguay, 2008). Elle se conçoit comme une puissance européenne qui voit d'un mauvais œil l'élargissement de l'OTAN et qui souhaite traiter d'égal à égal avec l'Union européenne. Plusieurs interventions récentes des dirigeants russes sur ces thèmes l'attestent :

- Le rejet d'un monde unipolaire a été explicitement affirmé par M. Lavrov (ministre des Affaires étrangères), lors de son discours devant l'ONU le 27 septembre 2008, et rappelé par le président Medvedev dans son discours devant le conseil de la Fédération en novembre : « Le monde ne peut pas être gouvernée depuis une seule capitale. Ceux qui refusent de comprendre cela ne feront que créer de nouveaux problèmes à eux-mêmes et aux autres ». Le président Poutine s'était vertement exprimé contre un mode unipolaire auparavant (43^e conférence de Munich sur la politique de sécurité, le 2 octobre 2007).
- Proposition faite par le président Medvedev d'un nouveau système de sécurité en Europe lors de son discours du 5 juin 2008 à Berlin, rejetant la géographie des anciens blocs hérités de la guerre froide. L'objectif est de marginaliser l'OTAN dans le système de sécurité européen et d'impliquer tous les pays du continent à part égale : « L'intégration européenne ne doit pas s'arrêter aux rives de la mer Baltique et aux frontières de l'Europe orientale. »
- L'Union européenne est officiellement reconnue comme un des grands acteurs du monde multipolaire qui doit contribuer à la sécurité régionale et globale.⁸

⁸ Lire sur ce point le texte rédigé par Vladimir Poutine en mars 2007 : « 50 Years of the European Integration and Russia ».

Dans le panorama de la politique extérieure russe publié en juillet 2008, quelques axes fondamentaux sont rappelés⁹ :

- La priorité de la Russie en politique étrangère se trouve dans le voisinage (la CEI) avec lequel elle cherche à intensifier ses relations : « Les relations avec les pays de la CEI sont la principale priorité de la politique étrangère de la Fédération de Russie. Dans cette région se concentrent nos intérêts dans les domaines de la sécurité et de l'économie. De là sortent des menaces sérieuses en matière de migration illégale et de crime organisé [...] Le besoin d'intégration au sein de l'espace post soviétique émergera tôt ou tard dans la majorité des pays de l'ancienne URSS [...] Dans l'approfondissement futur des processus d'intégration, la formation d'un espace économique unique a une importance prioritaire. »
- La Russie réaffirme vigoureusement son ambition régionale en indiquant qu'elle n'acceptera plus d'ingérence dans cette partie du monde. Déjà en 2004, Vladimir Poutine s'était exprimé en ces termes : « L'absence d'une politique efficace de la Russie dans la CEI, ou même un ralentissement injustifié de cette politique, amènera inévitablement à l'occupation de cet espace politique par d'autres Etats [...] Je suis convaincu qu'un travail persévérant (en direction de la CEI) [...] apportera une augmentation de la compétitivité de notre politique étrangère en général. Il ne faut pas seulement se passionner pour des slogans qui affirment que personne dehors de la Russie n'a le droit de prétendre au leadership dans l'espace de la CEI. Le leadership doit nécessairement et constamment s'appuyer sur des éléments concrets, sur une politique efficace ».¹⁰
- Le panorama de la politique étrangère russe pour l'année 2008 contient un message explicite à propos de l'Ukraine : « La relation avec l'Ukraine est une des directions clés de la politique étrangère. La Russie et l'Ukraine ont été, sont et seront l'une pour l'autre des partenaires stratégiques de la plus haute importance ». Il est également fait allusion au règlement de la situation politique moldave : « La condition la plus importante d'un règlement à long terme (de la situation moldave) est le renforcement constitutionnel de la Moldavie avec le statut d'Etat neutre ».

Les prises de positions officielles de la Russie depuis quelques années traduisent également une incompréhension croissante avec les Etats-Unis. Certains analystes pensent que Moscou a tenté de faire reconnaître par Washington le principe d'une zone d'influence qui correspond grosso modo à ancienne URSS sans les pays baltes. Les Etats-Unis ont toujours rejeté cette option. Le mauvais climat des relations est reflété par le discours de V. Poutine en octobre 2007 à Munich, dans lequel il condamne explicitement le processus d'élargissement de l'OTAN : « Je pense que l'expansion de l'OTAN n'a aucun rapport avec la modernisation de l'alliance atlantique ou avec le renforcement de la sécurité en Europe. A contraire, cela représente une provocation qui réduit le niveau de confiance mutuelle. Et nous avons le droit de nous demander : contre qui se fait cette expansion ? »¹¹

⁹ *Kontseptsii vnechnoi politiki Rossiiskoi Federatsii, Ytverjdena Presidentom Rossiiskoi Federatsii D. A. Medvedev*, 12 Ioulia 2008, Ministerstvo Inostranikh Del (La politique étrangère de la Fédération de Russie, approuvée par le président Medvedev le 12 juillet 2008, Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie).

¹⁰ *Vistyplenie na plenarnom zacedanii sovechtchanii poslov i postoianikh predstavitelei Rossii*, ioulia 12 2004 (discours devant l'assemblée plénière des ambassadeurs et représentants permanents de la Fédération de Russie, 12 juillet 2004).

¹¹ Discours de Vladimir Poutine lors de la 43^e Conférence pour la politique de sécurité de Munich, 2 octobre 2007.

Le retour en force de la Russie est facilité par d'autres circonstances favorables. Elle profite d'un affaiblissement ponctuel des Etats-Unis, sollicités sur d'autres théâtres, pour montrer qu'elle ne supportera plus la présence américaine dans son « étranger proche ». L'OTAN est très mal perçue : la Russie voit sa présence comme une agression ou une tentative d'isolement. Elle dispose depuis quelques années d'une plus grande aisance financière et elle utilise des ressources d'influence dans ses relations avec ses voisins. L'énergie est une de ces ressources politiques mais c'est aussi une source de richesse dont elle ne peut pas se passer. Il existe une sorte de *soft power* russe qui passe par la mobilisation de levier d'influence plus subtils : la langue russe est toujours très utilisée ; les relations militaires sont fortes avec plusieurs anciennes républiques soviétiques (par le biais de l'OTSC) ; le marché russe est encore vital pour les économies de la CEI ; la Russie est à l'origine de nombreux investissements directs faits dans ces économies ; c'est une grande destination migratoire pour des travailleurs venus de pays voisins (notamment de Moldavie)...

Les relations de la Russie avec ses voisins de l'Europe orientale : trois situations différentes

Le pays le plus solidement lié à la Russie est la Biélorussie. Il existe quelques désaccords entre les deux pays, notamment sur l'évolution de leur Union créée en 1997. Le processus d'union n'a connu d'avancées significatives que dans le domaine du commerce et des douanes. Pour le reste, V. Poutine et D. Medvedev n'ont pas de bonnes relations avec A. Loukachenko qui souhaite une union d'égal à égal et pas une fusion pure et simple de la Biélorussie dans la fédération comme une simple province. Par ailleurs, des contentieux sur les prix du gaz ternissent régulièrement les relations entre les deux pays. Pour signifier sa mauvaise humeur, Minsk n'a pas soutenu la Russie dans le conflit géorgien et n'a lancé le processus de reconnaissance de l'Ossétie du Sud qu'en janvier de cette année.

Mais on peut considérer ces brouilles comme de simples épiphénomènes dans une relation russo-biélorusse qui est quoi qu'il arrive très forte. On peut même parler d'une alliance d'autant plus solide qu'elle correspond aux intérêts des deux parties. En décembre 2007, lors d'une réunion du Conseil d'Etat suprême de l'Etat unifié russo-biélorusse, le président biélorusse déclarait que « la Biélorussie perçoit toujours la Russie comme son principal partenaire stratégique ».

- De nombreux signes montrent que la Biélorussie est sous perfusion russe : **1/** octroi en 2008 d'un prêt de 1 milliard de dollars, pour soutenir la monnaie biélorusse et renforcer les liens économiques avec la Russie ; un protocole d'accord distinct prévoit en outre un nouveau prêt du même montant en 2009. **2/** Les économistes estiment entre 2 et 4 milliards de dollars par an la subvention russe à l'économie biélorusse à travers des tarifs pétroliers et gaziers très inférieurs aux cours mondiaux ; l'économie biélorusse importe son pétrole et son gaz à des prix bas et peut en revendre une grande partie au prix fort à l'Union européenne, ce qui lui permet de faire un bénéfice confortable au passage. L'augmentation du prix des matières énergétique russe mine la santé financière du pays, mais elle est en partie compensée par plusieurs choses : une augmentation de la taxe que payent les entreprises énergétiques russes pour faire transiter leur production vers l'Union européenne à travers le territoire biélorusse ; des prises de participation biélorusse dans des entreprises énergétiques d'autres pays (Azerbaïdjan, Iran, Venezuela).
- Il existe une alliance politique et militaire forte entre les deux pays : **1/** en octobre 2008, le premier ministre Vladimir Poutine s'est entendu avec le président biélorusse sur le principe d'une défense anti-aérienne commune ; **2/** les deux pays ont aussi décidé la

création d'un système commun de défense anti-missile, avec un poste de commandement à Moscou (après de longues hésitations biélorusses) ; **3/** la Russie possède depuis 2003 un radar (le radar Volga) sur le territoire biélorusse : il fait partie d'un système d'alerte aux missiles qui contrôle l'espace des secteurs stratégiques ouest et nord-ouest (avec une portée de 5 000 km) ; **4/** les deux pays ont adopté une doctrine militaire commune et mis en place une force armée régionale ; **5/** la Russie et la Biélorussie ont adopté en 2008 un programme d'action concerté sur la politique extérieure.

- La relation économique bilatérale est très forte : **1/** les deux pays font partie de plusieurs ensembles économiques en cours d'intégration (l'Union douanière, la Communauté économique eurasiatique et la Communauté des Républiques souveraines) ; **2/** Ils ont signé des conventions pour l'instauration de l'Union douanière avec le Kazakhstan en avril 2008 ; **3/** 5 accords économiques avaient été auparavant en décembre 2007 (un mémorandum sur le développement économique, un accord interbancaire, deux accords intergouvernementaux sur la fabrication et les livraisons mutuelles de médicaments et sur la création de conditions égales en matière de politique de tarifs ferroviaires...) ; **4/** un espace migratoire commun a été créé afin, entre autres, de faciliter les mouvements de la main-d'œuvre ; **5/** Un accord a été trouvé sur le transit des marchandises pour accélérer la procédure du passage de la frontière par les marchandises en provenance ou à destination des deux pays ; **6/** La Biélorussie est un élément important dans le dispositif énergétique russe car 20 % du gaz exporté par la Russie transite par ce pays (Gazprom, entreprise publique russe, est propriétaire de 50 % de Beltransgaz qui possède les gazoducs de transit vers l'Union européenne).
- Enfin, les deux régimes ont besoin l'un de l'autre car ils sont relativement isolés en Europe : Loukachenko est un dictateur régulièrement condamné par l'Union européenne et qui ne trouve de soutien en Europe qu'à Moscou. Et inversement, la Russie espère trouver en lui un allié lorsqu'elle est isolée.

Les relations russo-ukrainiennes sont plus compliquées et agitées. Les motifs de brouille ne manquent pas. Les contentieux politiques sont nombreux : désaccord sur le tracé de leur frontière commune au niveau de la mer d'Azov et du détroit de Kertch ; tensions croissantes à propos de la Crimée (l'Ukraine souhaite le départ de la flotte de guerre russe - 40 navires, 20 000 hommes - en 2017) ; désaccords politiques fondamentaux depuis l'élection du président Iouchtchenko : le président ukrainien a soutenu la Géorgie dans l'affaire Ossète (mais pas la première ministre) ; projet d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN . Vladimir Poutine a déclaré en avril 2008 lors d'un conseil Russie-OTAN que Moscou considérait tout rapprochement de l'OTAN des frontières russes comme une « menace réelle pour les intérêts de l'Etat » ; plus inquiétant, il exprimé une menace sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine en cas d'adhésion à l'OTAN, évoquant la possibilité d'une annexion de la Crimée et de l'Est de l'Ukraine par la Russie.

Il existe également un lourd contentieux gazier entre les deux pays : l'Ukraine ne bénéficie pas des conditions commerciales exceptionnelles de la Biélorussie et paye son gaz plus cher. Les tentatives de l'Ukraine pour contourner la Russie pour ses propres importations, et pour ouvrir un nouvel itinéraire d'importation à l'Union européenne, sont très mal perçues à Moscou. Deux événements récents illustrent parfaitement l'ambiance des relations russo-ukrainiennes : l'Ukraine accuse la Russie de distribuer des passeports russes aux Criméens russophones afin d'y renforcer sa présence indirecte et d'y créer une situation qui rappelle celle de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ; inversement, le gouvernement ukrainien a récemment

interdit de diffusion plusieurs chaînes de télévision russophones. Ces tensions récurrentes ont poussé la Russie à lancer certains investissements pour contourner l'Ukraine dans ses exportations (gazoducs blue stream et nord-européen, nouveaux itinéraires pour les oléoducs).

Il serait toutefois excessif de penser que l'Ukraine se tournerait de plus en plus vers l'Union européenne au détriment de la Russie. Depuis les années 1990, le pays cherche surtout à profiter de sa souveraineté et à développer des relations avec l'Europe et les Etats-Unis tout en conservant des liens amicaux et denses avec la Russie, sans prendre d'engagement trop fort dans un éventuel processus d'intégration politique et économique dans la CEI. Par ailleurs, il n'y a pas de consensus dans ce pays sur la question de l'adhésion à l'OTAN, loin s'en faut : une majorité de l'opinion publique est contre et l'on peine à comprendre l'acharnement du président (dépourvu de majorité parlementaire) dans une démarche si impopulaire. La classe politique est elle-même en majorité opposée à cette orientation. Seule l'adhésion à l'Union européenne est relativement populaire. A ce titre, on peut considérer que l'Ukraine est bien un entre-deux qui souhaite regarder des deux côtés à la fois. Dans toutes ces incertitudes, un autre élément émerge : la Russie ne semble pas voir d'inconvénient au renforcement des relations économiques de l'Ukraine avec l'Union, mais elle considère ce pays comme un prolongement d'elle-même¹² une composante fondamentale de sa présence politique en Europe et elle n'y renoncera pas, à moins d'être fortement et définitivement affaiblie.

Le positionnement de la Moldavie est plus instable. Après avoir orienté sa politique étrangère en direction de l'Union européenne (à partir de 2003), elle se tourne à nouveau depuis 2006 vers la Russie. Pour restaurer son influence dans ce pays et casser la fragile association du GUAM, cette dernière utilise des procédés diplomatiques classiques, en jouant le rôle d'honnête courtier (entre Chisinau et Tiraspol) et en mobilisant des leviers d'influences plus subtiles que la menace énergétique et la présence militaire. Elle joue un rôle très actif, et peut-être efficace, dans la relance des négociations entre le gouvernement moldave et le président de Transnistrie depuis le mois d'avril 2008. Les négociations au format avaient été abandonnées à la fin du mois de février 2006. C'est la Russie qui a rendu possible une première rencontre entre les deux présidents. Et une autre rencontre a eu lieu en décembre 2008. Lors de l'entrevue, le président moldave a fait plusieurs propositions à son homologue transnistrien : reprendre les négociations, réinstaurer la libre circulation des personnes entre les deux entités, etc. La route reste encore longue : l'année 2007 avait été également marquée par une forte activité diplomatique, mais sans succès ; en outre, plusieurs désaccords sérieux demeurent entre les deux parties (le document de base de la négociation proposé par la Moldavie n'est pas accepté par la Transnistrie). Mais la Russie dispose de plusieurs cartes pour inciter Chisinau et Tiraspol à se rapprocher. Elle a récemment renforcé son aide humanitaire à la Moldavie qui a dû faire face à plusieurs catastrophes (inondations, sécheresse) ; elle a par ailleurs promis à plusieurs reprises d'ouvrir à nouveau son marché aux produits agricoles et agroalimentaires moldaves sur lesquels pèse un embargo depuis plusieurs années, or ces exportations sont vitales pour la Moldavie ; la Moldavie dépend à 100 % de la Russie pour sa consommation énergétique ; enfin, le président moldave sait que le problème de la Transnistrie ne sera pas réglé sans l'aide de la Russie et cela constitue sa priorité à un moment où par ailleurs son pays est plutôt isolé politiquement (très mauvaises relations avec la Roumanie).

¹² Lors du conseil Russie – OTAN d'avril 2008, Vladimir Poutine a dit à ses interlocuteurs « que l'Ukraine n'était même pas un Etat, qu'une partie de son territoire appartenait à l'Europe de l'Est et que l'autre, considérable, lui avait été offerte par la Russie ». Lire « Poutine: l'Ukraine ne survivrait pas à l'adhésion à l'OTAN », *RIA Novosti*, 7 avril 2008.

La Russie exploite la faiblesse de la Moldavie pour faire éclater le GUAM en faisant pression sur elle pour qu'elle se désolidarise de cette association qui rassemble aussi l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan et qui avait été initialement conçue comme une alternative à la CEI. Le président moldave a refusé de participer en personne aux deux sommets du GUAM de 2007 et 2008 et son représentant ne s'est pas associé à la rédaction de la déclaration finale. La Moldavie a peu d'intérêt à s'associer à un groupe perçu par Moscou comme pro américain et anti russe. Et elle a trop besoin de la Russie pour ignorer les pressions de cette dernière.

Signe de l'orientation actuelle de la politique étrangère de la Moldavie, celle-ci va créer une base de données commune sur les immigrés et va renforcer sa coopération avec le service fédéral des migrations de Russie. Un des objectifs de cet accord est d'améliorer la gestion de la main-d'œuvre immigrée et d'échanger des informations.

Conclusion : un entre deux fragmenté ou sous influence partagée ?

La Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine forment bien un entre deux en Europe orientale. Mais un entre deux très particulier en raison de la différence de nature des deux puissances encadrantes. D'un côté, la Russie est une entité politique très visible dont la démarche en relations internationales et dans le réaménagement de la géopolitique européenne est claire. Ses orientations internationales s'adossent à des représentations tout à fait explicites, partagées par une grande partie des Russes, à propos du rôle de la Russie dans le monde et en Europe. La Russie se voit essentiellement comme le centre de quelque chose et pas comme l'éventuel membre d'un quelconque ensemble politique et/ou économique qui la dépasserait et sur lequel elle aurait peu d'influence. Une question se pose à laquelle il est encore trop tôt pour apporter des éléments de réponse solides : acceptera-t-elle à long terme la croissance de l'influence et les interventions plus nombreuses de l'Union européenne dans un espace qu'elle considère comme son étranger proche ?

De l'autre, l'Union européenne est une entité encore floue mais qui monte en puissance. Même si elle est encore incapable de mettre en œuvre une réelle politique étrangère, sa masse considérable et son intégration toujours plus approfondie en font aujourd'hui un acteur majeur de la géopolitique du continent européen. Elle tente de mettre œuvre des instruments (politiques, juridiques et financiers) pour mieux réguler ses relations avec un voisinage important à ses yeux et qu'elle partage avec la Russie. Mais sa démarche n'est pas toujours claire et elle connaît des changements fréquents en fonction des évolutions régionales (révolution orange, crises gazières, crise en mer Noire...). L'Union européenne subit plus souvent les évolutions politiques régionales que capable de les anticiper et de les infléchir à son profit.

En ce qui concerne l'UE, on est loin d'une situation de leadership régional, d'autant plus que les trois pays de l'entre deux ne partagent pas la même vision de l'Europe et ne font pas les mêmes choix en matière de relation internationale. L'Ukraine regarde de plus en plus vers l'Union européenne en espérant que son projet d'adhésion rencontrera un écho favorable à Bruxelles. Mais ses orientations définitives, dans le détail, restent difficiles à cerner à cause d'une instabilité politique chronique. Le choix de l'OTAN est régulièrement martelé par un président qui a, en fin de compte, peu de pouvoir. En revanche, l'idée d'adhésion à l'UE est partagée par une grande partie de l'opinion dans ce pays. La Moldavie est plus louvoyante et se tourne de plus en plus vers la Russie après avoir regardé vers l'Union européenne. La

Biélorussie reste quant à elle solidement orientée vers Moscou malgré des désaccords parfois profonds.

Ce statut « d'entre deux » coincé entre deux puissances ne pourra que se confirmer dans l'avenir immédiat. L'Union est de plus en plus attentive à ce qui se passe dans son voisinage oriental, mais elle n'est pas en mesure d'exercer un réel leadership régional exclusif car elle manque de crédibilité en matière militaire et de sécurité. Par ailleurs, sa politique de voisinage n'a pas réellement d'attrait face aux pressions économiques efficaces et au *soft power* de la Russie. Son influence n'est forte que dans les pays qui souhaitent y adhérer (l'Ukraine en l'occurrence). Ailleurs, sa voix est plus difficilement audible. En outre, la Russie remonte en puissance et rien ne dit qu'elle acceptera à l'avenir d'éventuelles ingérences européennes dans ce qu'elle considère comme son aire d'influence. Mais elle n'est pas non plus en mesure d'exercer un réel leadership exclusif : son modèle politique autoritaire et son modèle de développement économique et social manquent d'attrait dans des opinions publiques qui regardent attentivement ce qui se passe à l'ouest également. La Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine sont très intéressées par l'évolution des relations entre l'Union et la Russie car elles ont tout à y gagner ou à y perdre. En jouant habilement, elles peuvent conserver un rôle très intéressant et même rentable de zone d'interface et de transit entre les deux grands européens. Inversement, et c'est le cas essentiellement de l'Ukraine, en exaspérant la Russie et l'Union européenne, elles risquent d'être court-circuitées si ces deux dernières décident de les contourner pour ne plus avoir à pâtir d'un voisinage instable et trop rétif.

Références

Bayou, C., 2007, « Biélorussie 2006. Un pays sous pression », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1059, pp. 50-66.

Beckouche, P., Richard, Y., 2008, *Atlas d'une nouvelle Europe. L'UE et ses voisins : vers une région mondiale ?*, Paris, Autrement

Bon, A., 2008, « Moldavie 2007. Toujours sous perfusion », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1065, pp. 64-75

Castellan, G., 1994, *Histoire des peuples d'Europe orientale*, Paris, Fayard

Daubenton, A., 2002, « Les rapports russo-ukrainiens : empire ou démocratie ? », *Politique étrangère*, n°3, pp. 765-782.

Didelon, C., Grasland, C., Richard, Y., (dir.), 2008, *Atlas de l'Europe dans le monde*, Paris, Montpellier, La Documentation française, Reclus, UMR GDRE S4

Dubien, A., 2007, « Russie – Ukraine. Opacité des réseaux énergétiques », *Russie.NEI.Visions*, n°19, 22 pages, IFRI

Dubien, A. et Vitaliy, D., « Ukraine 2007. L'économie résiste à la guerre des chefs », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1065, pp. 29-48

Gomart, T., 2003, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », *Politique étrangère*, n°3-4, pp. 789-802

Gomart, T., 2007, « Quelle place pour la Russie en Europe ? », *Questions internationales*, n°27, pp. 42-48.

Kappeler, A., 1997, *Petite histoire de l'Ukraine*, Paris, Institut d'Etudes slaves

Lallemand, J.C., 2008, « Biélorussie 2007. Guerre et paix commerciale avec la Russie », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1065, pp. 49-63

Lepesant, G. (dir.), 2005, *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, Paris, CNRS Editions

Lynch, D., 2005, « Voisinage commun ou nouvelle ligne de front ? Le carrefour de la Moldavie », *Russie.NEI.Visions*, n°2, 15 pages, IFRI

Marchand, P., 2007, *Atlas géopolitique de la Russie*, Paris, Autrement

Radvanyi, J. (dir.), 2003, *Les Etats post soviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin

Rupnik, J., 2007, *Les banlieues de l'Europe. Les politiques de voisinage de l'Union européenne*, Paris, Presses de Science Po

Tinguy, A. de, 2001, *L'Ukraine, nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant

Tinguy, A. de, 2008, *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, Autrement

Tsygankov, A., 2006, "If Not by Tanks, then by Banks? The Role of Soft Power in Putins's Foreign Policy", *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n°7, novembre, pp. 1079-1099

Questions

Quelle vision portez-vous sur la candidature conjointe Pologne-Ukraine pour le championnat de football européen, est-ce un simple enjeu sportif ?

Non c'est aussi un enjeu politique. L'Europe sportive dépasse largement les frontières de l'UE et même de l'Europe. On redécouvre la méthode Schuman-Monnet dans cette démarche. C'est une vieille idée resurgie après une guerre lorsque l'on a choisi de ne pas commencer par le politique pour construire la Communauté Européenne mais par des réalisations plus modestes qui tendent à créer des solidarités de fait. Le cadre national reste toujours le référent identitaire premier de tous les Européens, mais la multiplication des actes collectifs et d'éventuelles coopérations renforcent le sentiment d'appartenir à un ensemble commun. C'est une méthode fonctionnaliste qui entraîne une solidarité de fait entre les peuples, une politique de petits pas vers le fait accompli. Cela dit, l'organisation de cette manifestation va coûter cher à la Pologne et encore plus à l'Ukraine.

L'Ukraine est une entité unique mais est-ce qu'une des hypothèses de ralliement à l'UE n'implique pas une scission, un partage en deux parties, l'une rattachée à la Russie, l'autre à l'UE ?

C'est un des scénarios possibles mais l'UE n'en portera pas la responsabilité. Pour le moment, la Russie ne voit pas l'UE comme une menace politique. En revanche, le président ukrainien adopte des postures qui ne sont pas nécessairement antirusses mais sont interprétées comme telles par Moscou. Ainsi, les Ukrainiens ont mis un embargo sur les émissions de télévisions russes en Ukraine en réplique à la distribution de passeports russes aux Russes d'Ukraine. Ils menacent de demander le départ définitif de la flotte russe en 2017 et limitent déjà ses mouvements. L'adhésion à l'OTAN est toujours présentée comme une priorité. Mais la coupure du territoire ukrainien est peu probable car il existe beaucoup de traités qui sont censés garantir le tracé des frontières. La guerre en Géorgie cet été a été présentée par les Russes comme un exemple pour les pays proches qui seraient tentés de s'éloigner et de contribuer à ce qui est présenté par Moscou comme un isolement de la Russie. Le président Poutine a menacé d'annexer plusieurs parties de l'Ukraine en cas d'adhésion à l'Alliance Atlantique. Mais l'Ukraine est tout de même un autre morceau à avaler que la petite Ossétie. Elle possède une armée plus importante que la Géorgie et il ne manquera pas d'Ukrainiens pour défendre le territoire national contre une agression conventionnelle. C'est un motif de réflexion pour l'armée russe qui a été confrontée à des difficultés matérielles en Géorgie cet été (matériel obsolète en particulier). Cela dit jamais les Russes n'accepteront jamais que l'OTAN s'installe à leur porte. Ils l'ont accepté de très mauvaise grâce avec les pays baltes mais c'était une époque où la Russie était plus faible. Et la Russie espérait sans doute en retirer des compensations, qui ne sont pas venues de la part des Etats-Unis.

Vis-à-vis de l'Ukraine, une adhésion est possible à long terme si la Turquie est admise, n'est-ce pas une menace pour l'UE car elle est dépendante des hydrocarbures russes ?

Non, l'énergie n'est pas une véritable arme pour la Russie car elle dépend au moins autant de l'UE (marché très riches et très solvable) que l'UE ne dépend d'elle. L'UE a une marge de manœuvre : elle essaye de diversifier ses routes d'approvisionnement et ses fournisseurs. La Russie le sait bien : au lieu d'agir uniquement sur l'Ukraine, elle agit sur les pays de l'Asie centrale pour garantir le passage de leurs exportations d'hydrocarbures par son propre territoire ; en procédant ainsi, elle empêche l'Ukraine de se présenter comme un pont énergétique de contournement. Pour le moment, le Kazakhstan et le Turkménistan restent dans le camp de Moscou, l'Azerbaïdjan hésite. Il est difficile de faire des scénarios car on est dans une période d'instabilité constante. Le curseur peut balancer d'un côté et de l'autre. La récente déclaration de l'Ouzbékistan, qui souhaiterait se retirer de la Communauté économique eurasiatique montre que les positions de Moscou en Asie centrale sont fragiles.

Il y a encore beaucoup de Russes ethniques dans les pays l'ex URSS, surtout en Estonie, en Georgie. Est-ce une menace ?

Ce n'est pas une menace dans les Pays Baltes. Il y a beaucoup de russophones en Estonie mais beaucoup ne se considèrent déjà plus comme parlant le même russe que ceux qui se trouvent de l'autre côté de la frontière. Par exemple on ne décline plus les noms en Estonie. La forte communauté russe s'y sent plutôt bien (dans le cas contraire, on aurait enregistré des mouvements massifs de retour vers la Russie, ce qui n'est pas arrivé). Les Russes ethniques

des Pays Baltes servent parfois les intérêts de Moscou qui prétend qu'ils sont maltraités. Parler de maltraitance est excessif, même si on a vu des manifestations dures à certaines occasions (notamment lors du déplacement du soldat de bronze à Tallinn). Certains Russes ethniques ou autres russophones des pays baltes refusent de passer les tests de langue pour obtenir la nationalité de leur pays de résidence. Mais beaucoup de jeunes le font. Par ailleurs, l'usage du russe n'est pas interdit. A Narva, par exemple, tout le monde parle russe, y compris dans l'administration municipale. En outre, beaucoup de Russes qui vivent dans les pays baltes y ont grandi ou vécu pendant très longtemps et ils se sentent là chez eux autant que les Estoniens ou les Lettons de souche. Ils sont enracinés. Partir serait un creve-cœur. Cela crée une loyauté vis-à-vis du pays où ils vivent.

Qu'appelle t-on Russiens ?

C'est une traduction du russe. Quand on est citoyen de la Russie, on est russe mais on peut être russe tatar, tchéchène, nénesse, ou russe ethniquement russe.

L'intégration de la Moldavie dans l'Union européenne ne devrait elle pas passer par la Roumanie ?

La question ne pose pas en moment. Les deux États entretiennent de très mauvaises relations à cause des naturalisations encouragées par la Roumanie. La Moldavie veut être reconnue comme une entité à part et elle reproche à la Roumanie de ne pas la reconnaître comme entité politique, culturelle et linguistique originale. Si adhésion à l'UE il doit y avoir, elle devra se négocier avec la Russie et l'Ukraine très certainement, davantage qu'avec la Roumanie.

Ces trois États récents, ont-ils une identité, sont-ils en train de la construire ?

Il existe une identité affirmée en Ukraine, qui peut se targuer d'être le berceau de la Russie et qui a une histoire ancienne et riche. La Moldavie, ancienne Bessarabie prise aux Turcs, est plus récente en tant qu'entité consciente d'elle-même et elle demeure fragile mais elle veut être reconnue. La Biélorussie a une langue officielle relativement peu utilisée. Le Président s'exprime le plus souvent en Russe. La langue biélorusse est ancienne mais la langue biélorusse officielle est une invention récente transformée par les linguistes de Staline. A côté de la langue officielle, il y a une atomisation dialectale avec des lexiques et des accents différents selon les villages. Il y a bien une identité nationale en Biélorussie avec un fondement territorial récent mais réel. Le territoire a été modelé en 1945 et aménagé par un peuple qui a fini par se l'approprier. Outre cela, il y a un discours récurrent qui dit que l'identité de Biélorussie est fortement déterminée par la position de confins de ce pays, dans la zone de rencontre et d'entremêlement d'influences venues de l'est et de l'ouest. Un des fondements de l'identité, outre le territoire, serait le mélange et une certaine dose d'indétermination, d'indéfinition.

Quel est votre point de vue sur l'identité ukrainienne ?

Les antagonismes régionaux y sont plus forts qu'en Biélorussie, car il existe un héritage russophone plus explicite à l'Est et des caractères culturels différents et très prononcés dans

les régions occidentales. Mais c'est tout ce qu'on peut dire. Lorsqu'on réfléchit, plusieurs questions émergent : de quelle identité ukrainienne parle-t-on ? Les Ukrainiens de Crimée et de l'Est se sentent-ils moins Ukrainiens que ceux de l'Ouest ? Les Français ont du mal à voir et à comprendre ce qui se passe dans ces pays de l'Europe orientale. Nous sommes dans un vieil Etat nation avec des fonds ethniques solides, à côté de la fameuse nature élective de l'identité française. En Ukraine, les différences régionales sont fortes mais les gens se reconnaissent souvent comme Ukrainiens. Pour eux c'est clair, pour nous c'est plus complexe. Lors des élections qui ont précédé la « Révolution Orange », les soi-disant électeurs pro russes du parti de Ianoukovitch allaient manifester à Kiev et pas à Moscou.

Jeudi 18 décembre, au café l'avenue à Mulhouse. Yann Richard

Notes Françoise Dieterich et Yann Richard